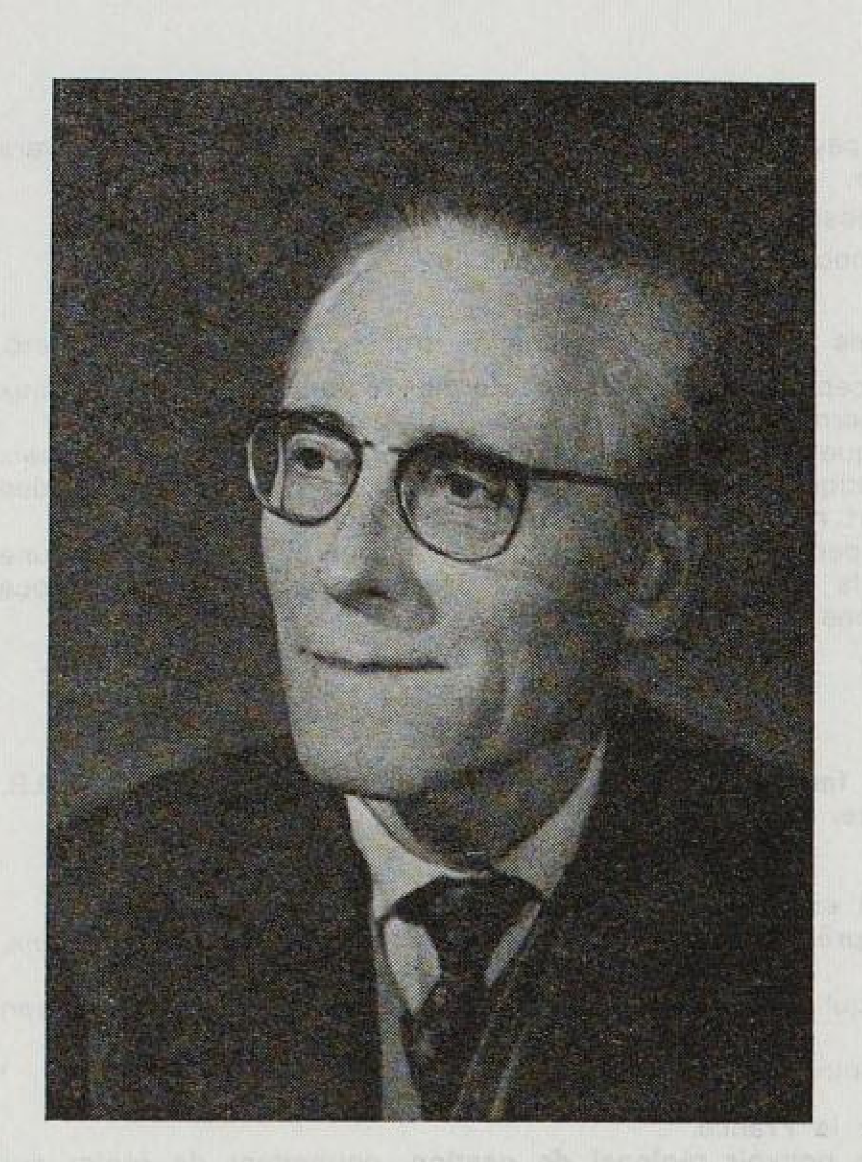
UNION CENTRISTE

JEAN COVILLE



Chevalier de la Légion d'Honneur - Administrateur de la France d'Outre-Mer - Chef de Service d'Assemblée Parlementaire - Secrétaire Général Adjoint de l'Association pour le Mouvement Réformateur (1970).

Suppléant :

Pierre-Emile MENUET

Avocat à la Cour - Ancien membre du Bureau du Conseil Municipal de Paris - Ancien Conseiller Général de la Seine.

Présentés par :

Le CENTRE REPUBLICAIN (adhérent au Mouvement Réformateur) - Président : André MORICE, Sénateur Maire de Nantes.

PROGRES ET LIBERTE - Président : Jacques SOUSTELLE.

Le PARTI LIBERAL EUROPEEN - Président : J.-P. DAVID, Maire de Mantes.

Comité de Parrainage :

Michel DURAFOUR, Député Maire de Saint-Etienne (groupe P.D.M.).

André FOSSET, Sénateur des Hauts-de-Seine (Centre Démocrate).

Julien TARDIEU, ancien Député et ancien Président du Conseil Municipal de Paris (Centre National des Indépendants - Président : Antoine PINAY).

Georges POTUT, ancien Ministre Radical-Socialiste, Vice-Président du Centre Républicain.

Jean-Jacques CARPENTIER, Secrétaire Général du Centre Républicain, membre du Bureau National du Mouvement Réformateur.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS DU Ve ARRONDISSEMENT,

L'ENJEU

Je fais d'abord appel à votre bon sens. Qui croira qu'une maison peut être en ordre si on ne s'en occupe pas ? Bonne ou mauvaise la France est votre maison : **vous devez vous en occuper.**

Elle sera bien gouvernée si vous choisissez bien vos représentants au Parlement. **C'est votre affaire et non celle des autres.**

Comment bien choisir ? Il y a au moins un moyen sûr de ne pas vous tromper, **c'est de ne pas choisir qui veulent accaparer l'Etat pour eux seuls.**

C'est le cas du parti communiste dont chacun sait, même ses adeptes, que partout où il a pris le pouvoir (par la force et jamais par l'adhésion populaire), il refuse de le partager et encore moins d'y renoncer. Chacun sait qu'il a détruit toutes les libertés auxquelles les hommes tiennent le plus : libertés de penser, de parler, d'écrire, de s'associer, de se déplacer, etc. Chacun sait que personne ne peut sortir librement des pays communistes, **qui sont ainsi de vastes prisons.**

Quel Français peut souhaiter vivre dans un pays où il serait prisonnier ?

Mais il y a un autre parti qui, plus subtilement, veut aussi accaparer le pouvoir, c'est l'U.D.R. Il s'affirme seul « légitime » et prétend s'identifier à l'Etat. Vous vous souvenez de certaines phrases, comme : « en dehors de nous c'est le chaos ! », ou comme « entre les communistes et nous il n'y a rien ! ». Plus simplement, Louis XIV disait « L'Etat c'est moi ! ».

Tout celà est malsain ! Tout celà conduit à l'oppression et à la dictature ! Nous n'en voulons pas.

La ressemblance entre ces deux partis explique d'ailleurs certaines attitudes, tant du côté de l'U.D.R. que du côté communiste.

On comprend mieux le soutien apporté par les communistes à l'élection de M. Pompidou de préférence à M. Poher.

On comprend mieux le soutien apporté par la France à la politique étrangère de l'U.R.S.S., de préférence à celle des Etats-Unis.

On comprend mieux les propos de M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T., selon lequel, au cours des événements de 1968, M. Pompidou lui a dit « qu'il préférait être simple fonctionnaire d'un gouvernement communiste que Premier Ministre d'une France dominée par les Américains ».

Une conclusion s'impose : **en aucun cas l'U.D.R. ne peut servir de rempart contre le parti communiste.**

Il est grand temps que les Français ouvrent les yeux et prennent conscience de cette réalité.

Même si la majorité actuelle n'était pas dominée par un parti **totalitaire** comme l'U.D.R. et même si elle avait parfaitement réussi dans sa tâche, l'existence d'une équipe de rechange serait nécessaire pour l'équilibre et la santé politique du pays.

Mais dans les circonstances actuelles, il est extrêmement urgent qu'elle obtienne sa confiance.

LA SITUATION ACTUELLE

En effet chacun peut voir que la majorité au pouvoir depuis bientôt 15 ans est usée et que sa gestion est défaillante dans de nombreux domaines.
Les scandales qui se multiplient dans ses rangs irritent les citoyens, qui attendent de ceux qui gouvernent et font les lois, l'exemple de l'honnêteté.
Chacun peut constater l'alourdissement d'une fiscalité injuste et en même temps les gaspillages de l'Etat et ses dépenses somptuaires. Une évaluation modérée a permis de chiffrer à au moins 100 milliards de nouveaux francs le montant des gaspillages et du manque à gagner dus à la mauvaise gestion de l'U.D.R.

Chacun peut constater :

— la montée constante des prix;
— l'insécurité de l'emploi, notamment pour les cadres;
— l'insuffisance des salaires, qui sont plus élevés dans les pays voisins, ce qui explique l'embauche des frontaliers en Allemagne, au Luxembourg, en Belgique et en Suisse;
— les difficultés des commerçants, des artisans et des professions libérales (médecins et avocats notamment);
— la crise toujours aiguë du logement et la spéculation immobilière toujours florissante;
— la situation dramatique des personnes âgées;
— l'insuffisance des équipements collectifs, des hôpitaux, des écoles, des moyens de transport, du téléphone, etc.

Chacun connait les réticences de la majorité U.D.R. à accepter une véritable réforme régionale, permettant aux habitants de résoudre eux-mêmes les problèmes qui les concernent directement.
Enfin chacun a pu observer avec inquiétude l'étrange politique extérieure de la France qui, sous prétexte de paix et de rapprochement avec l'Est, consiste à favoriser la politique étrangère de l'U.R.S.S. et à combattre celle des Américains, dont seule la puissance nous met à l'abri du sort réservé aux pays de l'Est après la guerre.
Et en même temps chacun peut voir comment l'étroitesse de pensée de l'U.D.R. nous fait entrer à reculons dans une Europe à vocation fédérative, que plus que tout autre pays la France a contribué à organiser, à l'initiative et sous l'impulsion de **Robert Schuman** et malgré l'opposition acharnée des gaullistes.

NOS PROPOSITIONS

Il n'est nullement nécessaire de bouleverser la France et il ne faut surtout pas qu'elle tombe de l'accaparement U.D.R. dans un accaparement encore pire, celui du parti communiste.

1° Il ne faut pas changer la Constitution, qui est bonne.
Il faut la respecter et l'appliquer, ce qui n'est pas le cas actuellement.
Le Président, élu par tous les Français, doit être l'arbitre suprême et le garant du bon fonctionnement des institutions, **mais il ne doit être que cela.**
Le Gouvernement, qui doit être à l'image de la majorité qui s'affirme aux élections législatives, doit, comme son nom l'indique, gouverner.
Le Parlement doit faire les lois et contrôler l'action du Gouvernement.

2° Par contre il faut changer l'organisation administrative de la France.
Il faut desserrer l'étau centralisateur et créer un véritable **pouvoir régional de gestion,** permettant de régler sur place les problèmes qui touchent de plus près à la vie des hommes : problèmes économiques, sociaux, culturels, de protection de la nature, etc.

3° Il faut un changement fondamental dans l'affectation de l'argent public, c'est-à-dire de **votre argent.**
Ce changement est possible :
a) par une réduction des dépenses militaires, si la France reprend sa place dans le camp de ceux qui protègent **ensemble** la liberté;
b) par la suppression des gaspillages et des subventions aux entreprises parasitaires.

Sans démagogie, il est possible :
— de porter le salaire minimum à 1.000 F;
— de doubler en 5 ans les allocations de vieillesse;
— de consacrer des sommes beaucoup plus importantes aux équipements, qui amélioreront durablement la vie des Français : logements sociaux, hôpitaux, écoles, moyens de transport, téléphone, etc.;
— de réaliser une réforme fiscale conforme à la justice, c'est-à-dire qui réduise la charge de l'impôt sur les salaires et supprime la patente.

4° A terme, les changements et les améliorations les plus spectaculaires viendront de la constitution d'une puissante Europe unie, que la France doit favoriser de toutes ses forces, comme l'ont fait ses fondateurs et non pas freiner, comme le font ceux qui nous gouvernent aujourd'hui.

Electrices, Electeurs, vous êtes avertis : dans le secret de votre conscience et de l'isoloir, c'est votre avenir que vous choisirez.
Ou bien vous choisirez ce qui a été appelé un jour « la politique du chien crevé au fil de l'eau », c'est-à-dire le maintien de la majorité actuelle.
Ou bien vous choisirez de tomber dans la « trappe » communiste, dont vous savez qu'on ne sort que par la force ou le suicide, comme Yan Palach, ce jeune Tchèque qui s'immola par le feu quand les Russes entrèrent à Prague il y a quatre ans.
Ou bien enfin, vous choisirez **une politique sérieuse et vigoureuse de réformes,** telle que celle qui est proposée ci-dessus.

Il n'y a pas vraiment d'autre choix que ces trois-là.

Mais attention ! Ne vous laissez pas abuser par certains mots d'ordre ou par certaines candidatures imposées par des « états-majors » omnipotents. Choisissez librement celui qui vous semble **le plus apte.**

Seuls des Hommes Libres peuvent forger une Société Libre.

J'ai une longue expérience politique et administrative, ainsi qu'une connaissance approfondie du fonctionnement d'une assemblée parlementaire.

Si vous m'accordez votre confiance, j'exercerai ce mandat en toute **indépendance,** au seul service des électeurs et de la vérité, **sans me plier aux injonctions de quiconque.**

Ainsi pourrons-nous **ensemble** redonner à l'Etat une figure plus humaine.

VOTEZ JEAN COVILLE

VU LE CANDIDAT.

SPIG - ISSY